

# ARRÊTÉ D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

**PM 2025 X 27**

**Le 28 février 2025**

**Le Maire de la Commune de Saint-Lys,**

**Pétitionnaire :**

M. CARVALHO -VILELA Yoan  
7 avenue de Gascogne  
31470 Saint-Lys  
vilelayoan@icloud.com  
07.86.81.05.43

**VU** la loi modifiée n° 82.213 du mois de mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2211-1 à L 2213-5 et L 3111-1,

**Bénéficiaire :**

M. CARVALHO VILELA Yoan

**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L 3111-1,

**Nature de l'autorisation :**

Neutralisation d'une voie

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**Adresse des autorisations :**

7 avenue de Gascogne  
31470 Saint-Lys

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles L 411-1, L 411-6 et R 411-25,

**VU** le règlement de Voirie en vigueur de l'Agglomération du Muretain

**Durée de l'autorisation :**

1 jour

**VU** la demande d'occupation du domaine public, de M. CARVALHO VILELA Yoan, en date du 17 février 2025,

**Montant de la redevance : 30€**

30€ x 1 jour fermeture d'une rue  
à la circulation de circulation

**CONSIDÉRANT** qu'il importe de prendre des mesures pour assurer l'ordre et la sécurité publique.

## ARRÊTE

**Article 1 : Autorisation**

M. CARVALHO VILELA Yoan est autorisé à fermer la rue du 11 novembre 1918, 31470 Saint-Lys, dans sa portion comprise entre l'avenue de Gascogne et l'intersection de la Place Jean Moulin, le vendredi 28 février 2025 de 08h00 à 18h00, afin de stationner un camion grue au droit du N° 10 avenue de Gascogne.

**Article 2 : Sécurité et signalisation**

Des déviations et routes barrées seront mises en place comme suit :

**Route barrée :** - rue Pasteur depuis l'avenue de la République

- rue du 11 novembre 1918 au niveau de l'intersection de la Place Jean Moulin,  
(dans sa portion comprise entre la place Jean Moulin et l'avenue de Gascogne)

Déviation : - vers l'accès de la Place Jean Moulin depuis la rue du 11 novembre 1918

La zone d'occupation devra être protégée et balisée par M. CARVALHO VIVELA Yoan.  
L'arrêté sera affiché par le bénéficiaire sur le site au moins 48 heures avant, jusqu'à la fin de l'occupation et visible depuis le Domaine Public.

**Article 3 : Réglementation de la signalisation**

Pendant la durée de l'occupation, le bénéficiaire sera responsable de la conservation de la signalisation réglementaire et par voie de conséquence de tous les accidents provenant de l'absence ou d'une mauvaise mise en place de celle-ci.

**Article 4 : Redevance d'occupation du domaine public**

L'occupation du domaine public est soumise à l'obtention d'un titre et au paiement d'une redevance après réception d'un titre de recette, conformément à la délibération CM 2024/7/72 adoptée par le conseil municipal en date du 24 septembre 2024. Celle-ci fixe le forfait pour prise d'arrêté pour la fermeture d'une rue à la circulation pour un montant de 30,00 euros par jour.

Le montant de la redevance s'élève, selon les tarifs ci-dessous en vigueur, à :  
30€ x 1 jour pour la fermeture d'une rue à la circulation,  
Soit un total de **30.00€**

**Article 5 : Remise en état**

Le bénéficiaire devra établir un état de la voirie et de ses dépendances avant toute mise en place de l'occupation.

A la fin de l'occupation, le bénéficiaire devra enlever les décombres et réparer les dommages causés au domaine public ou à ses dépendances.

**Article 6 : Responsabilité**

Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et poursuivies conformément aux règlements en vigueur.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, et ne peut en aucun cas être cédée. Son titulaire est responsable tant vis à vis de la collectivité que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'occupation.

**Article 7 : Diffusion**

Le commandant de la Brigade de la Gendarmerie de Saint-Lys, la Directrice Générale des Services, la Directrice des Services Techniques, la Police Municipale, Le Muretain Agglomération, le bénéficiaire seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour ampliation, le Service Départemental d'Incendie et de Secours, et le Service Communication de la Commune de Saint-Lys.

Saint-Lys, le 18 février 2025

Le Maire  
Serge DEUILHÉ



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès des services de la commune de SAINT-LYS. La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.